

Affaires courantes

Des voix: D'accord.

Une voix: Non.

M. le Président: Il n'y a pas consentement unanime.

* * *

PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS

ADOPTION DU PREMIER RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT

M. Derek Lee (Scarborough—Rouge River): Monsieur le Président, si la Chambre y consent, je propose que le premier rapport du Comité permanent des privilèges et des élections, déposé à la Chambre plus tôt aujourd'hui, soit adopté.

M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, nous n'avons pas encore eu le temps d'examiner le rapport. Je voudrais bien que le député nous laisse le temps d'y réfléchir avant de nous prononcer.

M. Lee: Très bien, monsieur le Président.

* * *

PÉTITIONS

LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Monsieur le Président, j'ai, encore une fois, le plaisir et le privilège de présenter une pétition au nom d'un grand nombre d'électeurs de Kamloops, Clearwater, Logan Lake et Avola, en Colombie-Britannique, qui s'inquiètent du fait que le gouvernement ait décidé de réduire le financement de la GRC, car ils craignent que le taux de criminalité augmente et que l'efficacité de la protection policière en soit réduite. Ils demandent au Parlement de prier le gouvernement de revenir sur sa décision et d'accorder à la GRC les fonds voulus pour qu'elle puisse remplir son mandat et son rôle à titre de seule force policière visible et viable en Colombie-Britannique, et à continuer d'être un symbole visible et viable de l'unité canadienne.

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

M. John Brewin (Victoria): Monsieur le Président, j'ai moi aussi l'honneur de présenter une pétition à la Chambre conformément à l'article 36 du Règlement. Cette pétition concerne Radio-Canada et reflète l'inquiétude de nombreux habitants de Victoria à propos des compressions qu'a subies cette société. Les pétitionnaires exhortent le gouvernement à envisager de redonner à Radio-

Canada un financement suffisant pour que cette société puisse remplir son mandat, à revoir ses priorités dans ce domaine et à étudier la question du service de Radio-Canada dans la ville de Victoria, capitale de la Colombie-Britannique.

VIA RAIL

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le privilège de présenter encore une autre pétition émanant de 150 habitants du nord-ouest de l'Ontario, de Schreiber à Thunder Bay, Kenora et Keewatin.

• (1510)

Tous ces pétitionnaires ont un point de vue commun. Ils appuient les services de transport-voyageurs ferroviaire. Malheureusement ils ont autre chose en commun: aucun d'entre eux n'y a accès maintenant.

Les pétitionnaires demandent humblement au Parlement d'appuyer le plan des néo-démocrates visant à rétablir le service de VIA Rail supprimé le 15 janvier 1990, à conserver et, là où cela est nécessaire, à améliorer le service aux localités éloignées sur lequel comptent de nombreux Canadiens, à accorder un mandat législatif à VIA Rail et à fournir à cette société les ressources nécessaires pour qu'elle établisse un réseau de transport-voyageurs ferroviaire moderne de la même qualité que ceux du reste du monde occidental.

Bref, ils veulent remettre le Canada sur les rails.

L'IMPÔT

M. Brian L. Gardiner (Prince George—Bulkley Valley): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de présenter à la Chambre aujourd'hui une pétition signée essentiellement par des habitants de la région de Prince George, en Colombie-Britannique.

Les pétitionnaires demandent au Parlement d'instaurer un régime fiscal équitable.

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

M. Rod Laporte (Moose Jaw—Lake Centre): Monsieur le Président, je voudrais aujourd'hui présenter une pétition que m'ont remis 132 habitants de Briercrest, en Saskatchewan, petite localité située dans le sud de ma circonscription.

Les pétitionnaires s'inquiètent de la fermeture de leur bureau de poste ainsi que de la disparition en général des bureaux de poste partout au Canada rural. Ils savent que le bureau de poste fait partie intégrante de la vie au Canada rural. Ils demandent au gouvernement de revenir sur sa décision de fermer ou de convertir les bureaux de